

KLARSEN SA
Rapport du commissaire aux comptes
Exercice clos le 31 décembre 2023



KLARSEN SA

1 cours Xavier Arnozan
33000 BORDEAUX

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes sociaux
Exercice clos le 31 décembre 2023



KLARSEN SA

1 cours Xavier Arnozan
33000 BORDEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société KLARSEN SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Aucentur

SARL au capital de 10 000 euros – 490 939 295 R.C.S Bordeaux – 19-21 rue de Commandant Cousteau 33100 Bordeaux
Société de commissariat aux comptes inscrite à la CRCC de Grande Aquitaine

N° TVA intracommunautaire : FR64490939295

Tél : 05 56 97 77 76

bordeaux@aucentur.fr



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Votre société présente à l'actif de son bilan des immobilisations incorporelles d'une valeur brute de 4 749 282 euros telles que présentées en page 12 de l'annexe. La méthode de valorisation de ces immobilisations est réalisée selon les règles et méthodes comptables décrites dans la note 2.2 de la page 9 de l'annexe.

Conformément à la norme d'exercice professionnel relative aux estimations comptables et dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le bien-fondé de ces méthodes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.



Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de -certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bordeaux, le 24 avril 2024

AUCENTUR

Commissaire aux comptes

Laurence VERSAILLE

Commissaire aux comptes, inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC Grande Aquitaine



Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

| | | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 |
|--|--|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | | Brut | Amort. et Dépréc. | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé (I) | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de développement | | | | |
| | Concessions brevets droits similaires | 1 024 365 | 828 360 | 196 006 | 228 301 |
| | Fonds commercial (1) | 1 973 394 | 1 973 394 | | 700 000 |
| | Autres immobilisations incorporelles | 1 751 523 | 466 054 | 1 285 468 | 1 155 764 |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Installations techniques, mat. et outillage indus. | | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | 32 978 | 30 763 | 2 216 | 3 547 |
| | Immobilisations en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équival. | | | | | |
| Autres participations | 2 077 172 | | 2 077 172 | 67 | |
| Créances rattachées à des participations | 760 008 | 760 008 | | 13 059 | |
| Autres titres immobilisés | 8 602 | | 8 602 | 8 602 | |
| Prêts | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 55 000 | | 55 000 | 55 000 | |
| | TOTAL (II) | 7 683 043 | 4 058 579 | 3 624 464 | 2 164 341 |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | | | | |
| | En-cours de production de biens | | | | |
| | En-cours de production de services | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | Marchandises | | | | |
| | Avances et Acomptes versés sur commandes | | | | |
| | CREANCES (3) | | | | |
| | Créances clients et comptes rattachés | 1 403 494 | 217 785 | 1 185 709 | 1 057 387 |
| | Autres créances | 609 104 | | 609 104 | 764 678 |
| Capital souscrit appelé, non versé | | | | | |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 45 529 | | 45 529 | 17 944 | |
| DISPONIBILITES | 245 132 | | 245 132 | 383 846 | |
| COMPTES DE REGULARISATION | Charges constatées d'avance | 7 625 | | 7 625 | 6 245 |
| | TOTAL (III) | 2 310 883 | 217 785 | 2 093 098 | 2 230 100 |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | | | | | |
| Ecart de conversion actif (VI) | 32 845 | | 32 845 | 21 039 | |
| TOTAL ACTIF (I à VI) | | 10 026 770 | 4 276 363 | 5 750 407 | 4 415 480 |

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

760 008

498 839

804 402

843 732

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

| | | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|--|------------------|--------------------|
| Capitaux Propres | Capital social ou individuel | 662 718 | 662 718 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | 12 630 353 | 12 630 353 |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | RESERVES | | |
| | Réserve légale | 66 272 | 66 272 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves réglementées | | |
| | Autres réserves | 4 794 874 | 4 794 874 |
| | Report à nouveau | (21 033 203) | (21 377 659) |
| | Résultat de l'exercice | 3 523 447 | 344 456 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | 6 686 | | |
| | Total des capitaux propres | 651 147 | (2 878 986) |
| Autres fonds propres | Produits des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| | Total des autres fonds propres | | |
| Provisions | Provisions pour risques | | 9 342 |
| | Provisions pour charges | | |
| | Total des provisions | | 9 342 |
| DETTES (1) | DETTES FINANCIERES | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) | 1 106 | 429 |
| | Emprunts et dettes financières divers (3) | 312 471 | 30 662 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | DETTES D'EXPLOITATION | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 625 345 | 655 895 |
| | Dettes fiscales et sociales | 306 007 | 312 879 |
| | DETTES DIVERSES | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | 3 845 718 | 6 256 573 | |
| Produits constatés d'avance (1) | | 16 805 | |
| | Total des dettes | 5 090 646 | 7 273 243 |
| | Ecarts de conversion passif | 8 613 | 11 881 |
| | TOTAL PASSIF | 5 750 407 | 4 415 480 |
| | Résultat de l'exercice exprimé en centimes | 3 523 446,98 | 344 456,22 |
| (1) | Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | 2 273 095 | 1 133 880 |
| (2) | Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | 1 106 | 429 |
| (3) | Dont emprunts participatifs | | |

Compte de Résultat

| | | 31/12/2023 | | 31/12/2022 | |
|---|---|------------------|---------------|------------------|---------------|
| | | 12 mois | % C.A. | 12 mois | % C.A. |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises | 104 427 | 6,05 | 112 811 | 6,30 |
| | Production vendue (Biens) | | | | |
| | Production vendue (Services et Travaux) | 1 622 192 | 93,95 | 1 679 078 | 93,70 |
| | Montant net du chiffre d'affaires | 1 726 619 | 100,00 | 1 791 889 | 100,00 |
| | Production stockée | | | | |
| | Production immobilisée | 92 451 | 5,35 | 84 509 | 4,72 |
| | Subventions d'exploitation | 1 500 | 0,09 | 6 000 | 0,33 |
| | Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges | 9 543 | 0,55 | 5 333 | 0,30 |
| Autres produits | 113 | 0,01 | 1 296 | 0,07 | |
| | Total des produits d'exploitation | 1 830 226 | 106,00 | 1 889 027 | 105,42 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | 617 | 0,04 | | |
| | Variation de stock | | | | |
| | Achats de matières et autres approvisionnements | 5 200 | 0,30 | 8 846 | 0,49 |
| | Variation de stock | | | | |
| | Autres achats et charges externes | 973 255 | 56,37 | 1 040 640 | 58,08 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 8 197 | 0,47 | 16 259 | 0,91 |
| | Salaires et traitements | 401 151 | 23,23 | 256 336 | 14,31 |
| | Charges sociales du personnel | 123 656 | 7,16 | 74 145 | 4,14 |
| | Cotisations personnelles de l'exploitant | | | | |
| | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 163 522 | 9,47 | 135 537 | 7,56 |
| Autres charges | 9 676 | 0,56 | 6 630 | 0,37 | |
| | Total des charges d'exploitation | 1 685 274 | 97,61 | 1 538 393 | 85,85 |
| | RESULTAT D'EXPLOITATION | 144 952 | 8,40 | 350 634 | 19,57 |
| PRODUITS FINANCIERS | Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| | De participations (3) | | | | |
| | D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) | | | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (3) | 5 620 | 0,33 | 3 953 | 0,22 |
| | Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges | 12 234 | 0,71 | 2 953 | 0,16 |
| | Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | |
| | Total des produits financiers | 17 854 | 1,03 | 6 906 | 0,39 |
| CHARGES FINANCIERES | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | 7 993 | 0,45 |
| | Intérêts et charges assimilées (4) | 50 968 | 2,95 | 663 | 0,04 |
| | Différences négatives de change | | | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| | Total des charges financières | 50 968 | 2,95 | 8 656 | 0,48 |
| | RESULTAT FINANCIER | (33 114) | -1,92 | (1 749) | -0,10 |
| | RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | 111 838 | 6,48 | 348 885 | 19,47 |
| | Total des produits exceptionnels | 7 330 778 | 424,57 | 3 777 | 0,21 |
| | Total des charges exceptionnelles | 3 919 168 | 226,99 | 8 206 | 0,46 |
| | RESULTAT EXCEPTIONNEL | 3 411 609 | 197,59 | (4 429) | -0,25 |
| | PARTICIPATION DES SALARIES | | | | |
| | IMPOTS SUR LES BENEFICES | | | | |
| | TOTAL DES PRODUITS | 9 178 858 | 531,61 | 1 899 710 | 106,02 |
| | TOTAL DES CHARGES | 5 655 411 | 327,54 | 1 555 254 | 86,79 |
| | RESULTAT DE L'EXERCICE | 3 523 447 | 204,07 | 344 456 | 19,22 |

Annexe des comptes annuels

ANNEXE - Elément 1

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31/12/2023** dont le total est de **5 750 407** Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de **3 523 447** Euros.

L'exercice a une durée de **12** mois, recouvrant la période du **01/01/2023** au **31/12/2023**.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. Référentiel comptable

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement ANC N°2014-03 à jour des règlements complémentaires applicables à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

1.1. Faits caractéristiques de l'exercice

La société KLARSEN avait demandé et obtenu une procédure de sauvegarde en date du 5 juillet 2017. La sortie anticipée de la procédure de sauvegarde a été acceptée le 16 mai 2018 et le plan de sauvegarde a été arrêté sur une durée de 96 mois. La procédure de sauvegarde a été convertie en procédure de redressement judiciaire le 25 avril 2019.

Le plan de continuation de la société a été intégralement accepté par le Tribunal de Commerce de Bordeaux le 9 décembre 2020.

La quatrième échéance du plan de redressement a été réglée par anticipation le 23 novembre 2023 pour 308 K€ A l'issue de cette échéance une partie des créanciers avaient accepté un abandon de 80% de leur créance qui a été constaté pour un montant de 3 374 K€

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

1.2. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

1.3. Changements de méthodes

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

2. Détail des postes du bilan et du compte de résultat

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

| | |
|--|-----------|
| - Logiciel | 1 à 5 ans |
| - Sites internet | 1 à 3 ans |
| - Jeux | 3 à 5 ans |
| - Autres immobilisations incorporelles | 1 an |
| - Travaux d'aménagement | 1 à 9 ans |
| - AAI divers | 10 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | 1 à 5 ans |
| - Mobilier | 3 à 5 ans |

2.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires)

ANNEXE - Elément 1

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

2.2. Immobilisations incorporelles

Le poste fonds commercial présent au bilan correspond à l'achat du fonds de commerce ACTIPLAY par la société ACTIPLAY MONTPELLIER le 05/12/2011.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous estimons que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis.

Chaque année, un test de valeur est réalisé et les éventuelles dépréciations constatées.

Une dépréciation a été constaté pour un montant de 1 008 K€ au 31/12/2018, provision maintenue depuis cette date.

Les immobilisations incorporelles comprennent également des fichiers acquis pour un montant de 1 751 K€ en valeur brute. Chaque année, un test de valeur est engagé et ces fichiers sont évalués par référence au revenu moyen par utilisateur (ARPU). Aucune perte de valeur n'est à constater à la clôture de l'exercice.

2.3. Immobilisations développées en interne

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par la SA KLARSEN regroupent les frais de développement des différents projets liés notamment à l'exploitation de logiciels et de jeux. La valorisation des différents projets est affectuée à leur coût interne. Une immobilisation incorporelle identifiable générée en interne résultant du développement d'un projet interne est comptabilisée à l'actif du bilan si, et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

- faisabilité technique du projet;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité à mettre en service ou à la vendre l'immobilisation incorporelle;
- la probabilité de générer des avantages économiques futurs;
- la disponibilité de ressources techniques et financières pour achever le développement du projet;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

ANNEXE - Elément 1

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le montant net à la clôture des immobilisations générées en interne s'élève à 174 K€

2.4. Tableau des immobilisations et amortissements

Cf page 12 et 13

2.5. Participations, autres titres immobilisés valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2.6. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.7. Tableau des créances et dettes par échéance

Cf page 15

2.8. Capital

Le capital social se compose de 3 313 592 actions.

2.9. Engagements de retraite

Les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes sociaux. Ils ont été provisionnés dans les comptes consolidés, conformément au règlement ANC n°2020-01, pour un montant total au 31/12/2023 de 9 K€ charges sociales comprises.

La méthode de calcul des engagements retraites utilisées est la méthode rétrospective en droits proratisés temporis. Les paramètres de calcul retenus sont les suivants :

- ° départ volontaire à l'âge de 67 ans
- ° progression des salaires de 1% par an
- ° rotation forte du personnel
- ° probabilité de survie à l'âge de la retraite
- ° taux d'actualisation de 3.17 %

2.10. Provisions

Les provisions pour risques ont été reprises en totalité au 31 décembre 2023 pour 9 K€

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

3. Engagement hors bilan donnés et reçus

Dans le cadre du financement de l'acquisition du site Jeux.com, les emprunts ont été couverts par les garanties suivantes :

- Emprunt BPI France (ex OSEO) de 1 100 K€:

° retenue de garantie versée de 55 K€ remboursable à la fin du contrat

° contrat d'assurance décès-invalidité de Julien PARROU au profit de BPI France (ex OSEO) pour 1 100 K€

Au 31/12/2023, le montant restant dû à la BPI couvert par ces garanties est de 155 K€ compris dans le plan de redressement classé en "Autres dettes".

4. Autres informations

La société KLARSEN est la société mère d'un groupe consolidé regroupant 4 sociétés.

4.1. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice se sont élevés à 12 542 €

4.2. Membres des organes d'administration et de direction

L'information sur la rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée car cette information aurait pour effet de renseigner une donnée individuelle.

4.3. Partie liées

Les seules parties liées sont des filiales détenues à 100% et donc aucune information n'est à mentionner à ce titre.

4.4. Effectif moyen

L'effectif moyen du personnel est de 8 salariés.

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Immobilisations

Etat exprimé en euros

| | Valeurs brutes début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | | | Valeurs brutes au 31/12/2023 |
|---|---------------------------------------|--------------------------|------------------|-------------|------------------|------------------------------------|
| | | Augmentations | | Diminutions | | |
| | | Réévaluations | Acquisitions | Virt p.à p. | Cessions | |
| INCORPORELLES | | | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | | | |
| Autres | 8 848 116 | | 222 156 | | 4 320 989 | 4 749 282 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 8 848 116 | | 222 156 | | 4 320 989 | 4 749 282 |
| CORPORELLES | | | | | | |
| Terrains | | | | | | |
| Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement | | | | | | |
| Instal technique, matériel outillage industriels | | | | | | |
| Instal., agencement, aménagement divers | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | |
| Matériel de bureau, mobilier | 182 198 | | 1 482 | | 150 702 | 32 978 |
| Emballages récupérables et divers | | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 182 198 | | 1 482 | | 150 702 | 32 978 |
| FINANCIERES | | | | | | |
| Participations évaluées en équivalence | | | | | | |
| Autres participations | 804 469 | | 2 077 105 | | 44 395 | 2 837 180 |
| Autres titres immobilisés | 8 602 | | | | | 8 602 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 55 000 | | | | | 55 000 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 868 071 | | 2 077 105 | | 44 395 | 2 900 782 |
| TOTAL | 9 898 385 | | 2 300 743 | | 4 516 086 | 7 683 043 |

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Amortissements

Etat exprimé en euros

| | Amortissements début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | Amortissements au 31/12/2023 |
|--|---------------------------------------|--------------------------|----------------|------------------------------------|
| | | Dotations | Diminutions | |
| INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 958 554 | 123 032 | 787 173 | 1 294 414 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 1 958 554 | 123 032 | 787 173 | 1 294 414 |
| CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement | | | | |
| Instal technique, matériel outillage industriels | | | | |
| Autres Instal., agencement, aménagement divers | | | | |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau, mobilier | 178 651 | 2 814 | 150 702 | 30 763 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 178 651 | 2 814 | 150 702 | 30 763 |
| TOTAL | 2 137 205 | 125 846 | 937 875 | 1 325 177 |

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

| | Dotations | | | Reprises | | | Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice |
|---|-----------------------------------|-------------------|-------------------------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------------------|---|
| | Différentiel de durée et autre | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | Différentiel de durée et autre | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | | | | |
| Fonds commercial | | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| TOTAL IMMOB INCORPORELLES | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag. | | | | | | | |
| Instal. technique matériel outillage industriels | | | | | | | |
| Instal générales Agenct aménagt divers | | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | | | | | | |
| Emballages récupérables, divers | | | | | | | |
| TOTAL IMMOB CORPORELLES | | | | | | | |
| Frais d'acquisition de titres de participation | 6 686 | | | | | | 6 686 |
| TOTAL | 6 686 | | | | | | 6 686 |
| TOTAL GENERAL NON VENTILE | | | 6 686 | | | | 6 686 |

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Provisions

Etat exprimé en euros

| | | Début exercice | Augmentations | Diminutions | 31/12/2023 |
|---|---|------------------|---------------|------------------|------------------|
| PROVISIONS REGLEMENTEES | Reconstruction gisements miniers et pétroliers | | | | |
| | Provisions pour investissement | | | | |
| | Provisions pour hausse des prix | | | | |
| | Provisions pour amortissements dérogatoires | | 6 686 | | 6 686 |
| | Provisions fiscales pour prêts d'installation | | | | |
| | Provisions autres | | | | |
| | PROVISIONS REGLEMENTEES | | 6 686 | | 6 686 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Pour litiges | | | | |
| | Pour garanties données aux clients | | | | |
| | Pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| | Pour amendes et pénalités | | | | |
| | Pour pertes de change | 342 | | 342 | |
| | Pour pensions et obligations similaires | | | | |
| | Pour impôts | | | | |
| | Pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| | Provisions pour gros entretien et grandes révisions | | | | |
| | Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres | 9 000 | | 9 000 | | |
| | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 9 342 | | 9 342 | |
| PROVISIONS POUR DEPRECIATION | Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières | 4 805 496 | | 2 832 102 | 1 973 394 |
| | | 791 343 | | 31 335 | 760 008 |
| | | 184 377 | 37 676 | 4 268 | 217 785 |
| | | 11 893 | | 11 893 | |
| | Sur stocks et en-cours | | | | |
| | Sur comptes clients | | | | |
| Autres | | | | | |
| | PROVISIONS POUR DEPRECIATION | 5 793 108 | 37 676 | 2 879 598 | 2 951 187 |
| TOTAL GENERAL | | 5 802 450 | 44 362 | 2 888 940 | 2 957 873 |

| | | | |
|----------------------------|---|--------|------------------------------|
| Dont dotations et reprises | { - d'exploitation - financières - exceptionnelles | 37 676 | 4 268 12 234 2 872 437 |
|----------------------------|---|--------|------------------------------|

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

| | | 31/12/2023 | 1 an au plus | plus d'1 an |
|------------------------------|---|------------------|------------------|----------------|
| CREANCES | Créances rattachées à des participations | 760 008 | 760 008 | |
| | Prêts (1) (2) | | | |
| | Autres immobilisations financières | 55 000 | | 55 000 |
| | Clients douteux ou litigieux | 237 227 | | 237 227 |
| | Autres créances clients | 1 166 267 | 1 166 267 | |
| | Créances représentatives des titres prêtés | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | 166 724 | 105 112 | 61 612 |
| | Autres impôts, taxes versements assimilés | | | |
| | Divers | | | |
| | Groupe et associés (2) | | | |
| Débiteurs divers | 442 380 | 242 380 | 200 000 | |
| Charges constatées d'avances | 7 625 | 7 625 | | |
| | TOTAL DES CREANCES | 2 835 230 | 2 281 391 | 553 839 |
| (1) | Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| (1) | Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |
| (2) | Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | | |

| | | 31/12/2023 | 1 an au plus | 1 à 5 ans | plus de 5 ans |
|--|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| DETTES | Emprunts obligataires convertibles (1) | | | | |
| | Autres emprunts obligataires (1) | | | | |
| | Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1) | 1 106 | 1 106 | | |
| | Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1) | | | | |
| | Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | | | | |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 625 345 | 625 345 | | |
| | Personnel et comptes rattachés | 32 230 | 32 230 | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 104 549 | 91 044 | 13 505 | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | 167 503 | 151 245 | 16 258 | |
| | Obligations cautionnées | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | 1 725 | 1 725 | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés (2) | 312 471 | 312 471 | | | |
| Autres dettes | 3 845 718 | 1 057 930 | 1 576 588 | 1 211 200 | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | | |
| | TOTAL DES DETTES | 5 090 646 | 2 273 095 | 1 606 351 | 1 211 200 |
| (1) | Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (1) | Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | |
| (2) | Emprunts dettes associés (personnes physiques) | | | | |

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

| | | |
|--------------------------------------|---------|----------------|
| Total des Produits à recevoir | | 844 268 |
| Autres créances clients | | 658 674 |
| <i>CLIENTS FAE</i> | 658 674 | |
| Autres créances | | 185 594 |
| <i>DEBIT.CRED.DIV.PROD.A REC</i> | 167 119 | |
| <i>DIVERS PRODUITS A RECEVOIR</i> | 144 | |
| <i>INTERETS COURUS A RECEVOIR</i> | 18 332 | |

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

| | | |
|---|---------|----------------|
| Total des Charges à payer | | 578 736 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | 1 106 |
| <i>INTERETS COURUS A PAYER</i> | 1 106 | |
| Emprunts et dettes financières divers | | 613 |
| <i>C/C INTERETS COURUS</i> | 613 | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 490 342 |
| <i>FNP CHARGES VARIABLES</i> | 401 679 | |
| <i>FOURNIS FNP CHARGES CANADA</i> | 4 | |
| <i>FNP CHARGES FIXES</i> | 88 659 | |
| Dettes fiscales et sociales | | 37 130 |
| <i>CONGES ET PRIMES DE VACANCES A PAYER</i> | 27 999 | |
| <i>ORG.SOC. CH/CONGES A PAY.</i> | 8 476 | |
| <i>ETAT AUTRES CH. A PAYER</i> | 67 | |
| <i>CAP TAXE APPRENTISSAGE</i> | 354 | |
| <i>CAP FORMATION</i> | 180 | |
| <i>CAP ADESATT</i> | 54 | |
| Autres dettes | | 49 545 |
| <i>CLIENTS AVOIRS A ETABLIR</i> | 386 | |
| <i>INTERETS COURUS CREDIT VENDEUR</i> | 49 159 | |

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

| | Période | Montants | 31/12/2023 |
|--|---------|----------|--------------|
| Charges constatées d'avance - EXPLOITATION | | | 7 625 |
| Charges exercice N+1 | | 7 625 | |
| Charges constatées d'avance - FINANCIERES | | | |
| Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES | | | |
| TOTAL | | | 7 625 |

| |
|--|
| |
|--|

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Produits et Charges exceptionnels au 31/12/2023

| Détail des produits et charges exceptionnels : | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels |
|--|-------------------------|------------------------|
| CESSION ET MISE AU REBUT IMMOBILISATIONS | 3 533 816 | 400 000 |
| AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES | 6 686 | |
| HONORAIRES PROCEDURE REDRESSEMENT | 6 770 | |
| CONDAMNATION PRUD'HOMMALES | 18 333 | 177 119 |
| REPRISE DE PROVISION | | 2 863 437 |
| ABANDON ET SOLDE PLAN DE REDRESSEMENT | 348 829 | 3 890 222 |
| DIVERS CHARGES ET PRODUITS | 4 734 | |
| Totalisation | 3 919 168 | 7 330 778 |

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Capital social

Etat exprimé en euros

| | 31/12/2023 | Nombre | Val. Nominale | Montant |
|---------------------------------|---|---------------------|---------------|-------------------|
| ACTIONS / PARTS SOCIALES | Du capital social début exercice | 3 313 592,00 | 0,2000 | 662 718,40 |
| | Emises pendant l'exercice | | | |
| | Remboursées pendant l'exercice | | | |
| | Du capital social fin d'exercice | 3 313 592,00 | 0,2000 | 662 718,40 |

| |
|--|
| |
|--|

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Filiales et participations

1/1

Etat exprimé en euros

31/12/2023

| | Capital | Capitaux propres | Quote part du capital détenue (en pourcentage) | Valeur comptable des titres détenus | |
|---|-----------------------------------|---|--|--|-----------------------------|
| | | | | Brute | Nette |
| A. Renseignements détaillés | | | | | |
| 1. Filiales (Plus de 50 %) | | | | | |
| STE CONCOURS MANIA CANADA INC. | 67 | (957 125) | 100,00 | 67 | 67 |
| SASU ITL INFORMATIQUE | 500 000 | 1 308 906 | 100,00 | 2 077 105 | 2 077 105 |
| 2. Participations (10 à 50 %) | | | | | |
| 1. Filiales (Plus de 50 %) | | | | | |
| STE CONCOURS MANIA CANADA INC. | | | | | |
| SASU ITL INFORMATIQUE | | | | | |
| 2. Participations (10 à 50 %) | | | | | |
| | Prêts et avances consentis | Montant des cautions et avals donnés | Chiffre d'affaires | Résultat du dernier exercice clos | Dividendes encaissés |
| | 760 008 | | 60 213 | (110 920) | |
| | | | 4 864 823 | 138 102 | |
| B. Renseignements globaux | | | | | |
| | Filiales non reprises en A | | Participations non reprises en A | | |
| | françaises | étrangères | françaises | étrangères | |
| Capital | | | | | |
| Capitaux propres | | | | | |
| Quote part détenue en pourcentage | | | | | |
| Valeur comptable des titres détenus - Brute | | | | | |
| Valeur comptable des titres détenus - Nette | | | | | |
| Prêts et avances consentis | | | | | |
| Montant des cautions et avals | | | | | |
| Chiffre d'affaires | | | | | |
| Résultat du dernier exercice clos | | | | | |
| Dividendes encaissés | | | | | |